

Le 2 juin ,journée nationale de grève et d'actions à la DGFIP

Les attaques portées contre la DGFIP relèvent d'une idéologie similaire à celle que sous tend la loi travail. La DGFIP, à l'instar d'autres secteurs déjà engagés dans l'action, y compris sur des problématiques qui leur sont propres, ne peut pas rester en dehors de ce combat.

**Alors disons STOP à la dégradation
de nos conditions de travail,
au manque de reconnaissance des agents,
aux suppressions d'emplois et au sacrifice du service public.**

La DGFIP a perdu 35 000 emplois depuis 2002 et subit des coupes budgétaires qui détruisent son fonctionnement tout en faisant face à une charge en constante augmentation et à une intensification du travail. Parallèlement, les restructurations s'enchaînent et riment avec déstructurations : aucun agent ni aucune mission n'y échappe (fusions et suppressions de services, réorganisations, etc). Sourd à ces réalités, le ministère prépare en ce moment le budget de la DGFIP pour 2017 : il devrait une fois de plus prévoir des suppressions d'emplois et une baisse des moyens budgétaires. Au surplus, il devrait instaurer le prélèvement à la source tout en poursuivant une stratégie de service public virtuel fondé sur le «tout numérique» au mépris des besoins réels de la population en termes de contacts «humains» avec les services.

La reconnaissance des agents est au point mort : le nombre de promotions internes s'effondre et les régimes indemnitaires sont gelés...

Les agents valent mieux que ça !

Si combattre la régression sociale passe par le retrait de la «loi travail», à la DGFIP, exigeons :

- En matière d'emplois : le recrutement des listes complémentaires des concours ouverts, l'arrêt des suppressions d'emplois et un plan pluriannuel de recrutements pour renforcer les missions de la DGFIP.
- Un moratoire sur les restructurations et les réorganisations incessantes.
- Pour nos conditions de travail : un plan d'amélioration des conditions de vie au travail, un autre mode de «management» qui ferait du soutien technique une priorité, un véritable plan de prévention des risques psycho-sociaux et le remboursement des frais de missions à la hauteur des sommes engagées afin qu'aucun agent ne paie pour travailler.
- Un plan ambitieux de reconnaissance des qualifications se traduisant par davantage de promotions internes, et une revalorisation des régimes indemnitaires.

**Exigeons des moyens et une reconnaissance pour travailler
dans de bonnes conditions !**

**Tous en grève et dans l'action le 2 juin pour exiger les
moyens nécessaires à l'exercice normal des missions de la
DGFIP.**